

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 200/04

ASA 17/027/2004

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

DÉTENTION ARBITRAIRE CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS

CHINE

Jiang Yanyong (h), chirurgien, 72 ans

Hua Zhongwei (f), son épouse, 72 ans

Hu Jia (h), 31 ans

Londres, le 15 juin 2004

Les autorités chinoises ont arbitrairement arrêté un médecin qui avait soigné des étudiants blessés lors de la répression de la manifestation en faveur de la démocratie sur la place Tiananmen, en juin 1989, ainsi que son épouse. Hu Jia, écologiste et militant de la lutte contre le sida, a lui aussi été appréhendé à l'approche du quinzième anniversaire des événements de Tiananmen. Amnesty International craint que ces trois personnes ne soient soumises à des mauvais traitements, voire des actes de torture, pendant leur détention.

La police a interpellé le docteur Jiang Yanyong et son épouse, Hua Zhongwei, le 1^{er} juin, alors qu'ils se rendaient sur son lieu de travail, un hôpital pékinois. Au mois de février, ce chirurgien militaire en semi-retraite avait écrit une lettre ouverte au parlement chinois, afin de l'exhorter à procéder à un réexamen officiel des événements du 4 juin 1989. Il y décrivait ce qu'il avait vu la nuit du 3 au 4 juin 1989, alors qu'il était de garde, lorsque la répression militaire a commencé : il avait alors administré des soins à près de 90 étudiants et autres manifestants grièvement blessés par les balles des militaires sur la place Tiananmen ou dans ses environs ; certains n'avaient pas survécu. La famille de Jiang Yanyong craint qu'il ne soit accusé de « *subversion* » en raison de cette lettre.

Jiang Yanyong est également connu et respecté pour avoir dénoncé la tentative du gouvernement chinois d'occulter l'épidémie de pneumonie atypique (syndrome respiratoire aigu sévère, SRAS) qui a frappé la Chine en 2003.

Comme elle l'a récemment déclaré à la presse, Jiang Rui, la fille du docteur Jiang, craint que les autorités ne cherchent à sanctionner son père pour avoir dit ce qu'il pensait au sujet des manifestations de 1989. « *Au départ, nous pensions qu'ils seraient libérés après le 4 juin. Mais aujourd'hui, nous ne savons toujours pas où ils se trouvent* », a-t-elle indiqué. Jiang Rui vit désormais aux États-Unis ; ses parents lui rendent visite presque chaque année. Selon *Human Rights in China*, une organisation américaine de défense des droits humains basée à New-York, le fils de Jiang Yanyong, qui réside à Pékin, aurait reçu deux messages écrits de la main de sa mère après la disparition du couple, le 1^{er} juin. Elle indiquait qu'ils ne pouvaient confirmer leurs projets de voyage et lui demandait d'annuler les billets d'avion qu'ils avaient réservés.

Des dizaines de personnes ont été arrêtées, à l'instar du docteur Jiang et de son épouse, à l'approche de l'anniversaire des événements du 4 juin 1989 et après cette date. Hu Jia, militant de premier plan en faveur des droits sociaux qui a publiquement exprimé son désaccord sur un certain nombre de questions sensibles, a été arrêté par la police à plusieurs reprises. Les autorités cherchaient en effet à l'empêcher de commémorer publiquement le quinzième anniversaire de la répression du 4 juin 1989. Certaines informations émanant de *Human Rights in China* indiquent que la police a essayé de faire interner Hu Jia dans un hôpital psychiatrique. Jusqu'à récemment, le militant était soumis à une forme arbitraire d'assignation à domicile, et la police l'a battu lorsqu'il a cherché à sortir de son appartement, à Pékin. Bien qu'on le pense libre aujourd'hui, Amnesty International craint fortement qu'il ne soit à nouveau placé en détention de manière arbitraire et victime de passages à tabac ou autres mauvais traitements.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Selon les informations recueillies par Amnesty International, au moins 50 personnes sont toujours emprisonnées pour avoir participé aux manifestations qui ont eu lieu sur la place Tiananmen et dans ses environs et qui ont abouti à la répression du 4 juin 1989. Ce nombre ne représente toutefois qu'une faible proportion du nombre réel de personnes encore détenues aujourd'hui, que les autorités n'ont jamais révélé au public. Bien plus encore ont été incarcérées depuis les événements de la place Tiananmen.

Les autorités chinoises refusent de reconnaître le caractère légitime du mouvement de protestation de 1989, et affirment au contraire que les manifestants avaient l'intention de renverser le gouvernement. De hauts responsables ont récemment justifié la répression au nom de la nécessité de maintenir la « *stabilité sociale* » dans une Chine en pleine expansion économique. Des groupes comme les Mères de Tiananmen, qui militent en faveur d'un réexamen officiel des événements du 4 juin 1989, sont régulièrement harcelés par la police, qui les surveille pratiquement en permanence.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en chinois ou dans votre propre langue) :

– engagez les autorités à libérer immédiatement Jiang Yanyong et son épouse, Hua Zhongwei, en soulignant qu'ils n'ont fait qu'exercer leur droit fondamental à la liberté d'expression ;

– efforcez-vous d'obtenir la garantie que des personnes comme Hu Jia n'ont pas à craindre de représailles pour leur travail de pression et leur action pacifiques ;

– exhortez les autorités chinoises à libérer toutes les personnes emprisonnées uniquement parce qu'elles ont pris part aux manifestations pacifiques du 4 juin 1989 ou à des activités de commémoration des événements de la place Tiananmen.

APPELS À :

Président de la République populaire de Chine :

HU Jintao Guojia Zhuxi
The State Council General Office
Yongneixijie
Beijingshi 100017
République populaire de Chine

Télégrammes : President Hu Jintao, Beijing, Chine

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Président,

Premier ministre :

WEN Jiabao Zongli
Guowuyuan
9 Xihuang Chenggen Beijie
Beijingshi 100032
République populaire de Chine

Télégrammes : Premier Wen Jiabao, Beijing, Chine

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le ministre,

Directeur du bureau de la Sécurité publique de la municipalité de Pékin :

MA Zhenchuan Juzhang
Gong'anju
19 Qianmen Dongdajie
Xuanwuqu
Beijingshi 100740
République populaire de Chine

Télégrammes : Director of the Beijing Public Security Bureau, Beijing, Chine

Formule d'appel : *Dear Director*, / Monsieur le Directeur

COPIES aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 27 JUILLET 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*